



HAL
open science

Perspectives d'adaptation de la filière viande bovine en Bretagne

Maurice Quinqu, Yves Surry, Yves Léon

► **To cite this version:**

Maurice Quinqu, Yves Surry, Yves Léon. Perspectives d'adaptation de la filière viande bovine en Bretagne. 56. Séminaire: L'avenir à long terme du secteur de la viande bovine, Feb 1998, Paris, France. 14 p. hal-02842522

HAL Id: hal-02842522

<https://hal.inrae.fr/hal-02842522>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

AS2109

Perpectives d'adaptation de la filière viande bovine en Bretagne¹

Yves LEON, Maurice QUINQU, Yves SURRY
Unité d'économie et sociologie rurales de Rennes, INRA

Résumé: Cette communication analyse la filière viande bovine en Bretagne à la lumière des événements affectant ce secteur à travers toute l'Union Européenne (baisse à long terme de la demande de viande et crise de la "vache folle"). Après un examen de ses principales caractéristiques et de son rôle dans l'économie régionale, nous procédons à une analyse de l'impact des changements de la demande de viande sur la filière et le reste de l'économie régionale. Pour ce faire, nous utilisons un tableau d'échanges inter-industriels (TEI) de l'économie bretonne et de son complexe agro-alimentaire dans lequel l'agriculture est désagrégée en six activités multi-produits définies selon l'orientation de production et la dimension économique des exploitations. Les industries agro-alimentaires sont représentées par six activités alors que le reste de l'économie régionale est détaillé en 31 activités. Trois scénarios reposant sur diverses hypothèses d'évolution de la demande de viande sont effectués à l'aide du TEI. Les résultats obtenus à l'aide de multiplicateurs montrent en particulier que la filière bovine en Bretagne réduit sa production de 4 à 7% lorsque la demande de viande bovine en France et dans le reste de l'Union européenne baisse de 10%. Toutefois, et quels que soient les scénarios mis en place, la production agricole totale et celle des autres activités économiques réagissent marginalement à une baisse de la demande de viande bovine.

Mots-clés: viande bovine, tableau d'échanges inter-industriels, Bretagne,

The adjustment outlook in Brittany's beef industry.

Abstract: *This contributed paper analyses the beef industry in Brittany in light of the events (long term decline in meat demand and "mad cow" disease crisis) affecting the European Union (EU) beef sector. After a presentation of its main features and its role in Brittany's economy, we assess the sector's and Brittany economy's responses to changes in meat demand. To do so, we use input/output (I-O) table of Brittany's economy and of its agro-food complex. This I-O table has the following features: i) Brittany agriculture is broken down into six multiple output sectors defined according to economic size; ii) food-processing industries are classified into six activities; and iii) the rest of Brittany's economy is represented by 31 activities. Three scenarios based on adjustments of meat demand in France and other EU member countries are simulated using the I-O table. Simulation results indicate that Brittany's beef industry reduces its production in the 4 to 7% range when beef meat demand in the EU declines by 10%. However and irrespective of the scenarios, total output in agriculture and other non agro-food sectors of Brittany react marginally to a decline in beef meat demand.*

Keywords: *beef, input-output table, Brittany*

¹ La préparation de ce texte doit beaucoup aux travaux menés en équipe avec Elisabeth Samson, que nous remercions de sa contribution à la construction du TEI breton. Cette communication repose sur des recherches en cours ; les résultats présentés doivent donc être considérés comme provisoires.

viande de volaille en profitant le plus. Au niveau de l'Europe à 12, de 1960-65 à 1990-95, la part du porc dans le marché des viandes s'est accrue de 10 % (elle est de 47,5 % en 1990-95), tandis que celle de la volaille a pratiquement doublé (22,2 % à la même date).

Une autre dimension de la modification des préférences tient dans le doute qu'a désormais le consommateur sur la qualité de la viande de bœuf ou de veau qui lui est proposée, du fait du manque de transparence des circuits d'approvisionnement, et finalement du caractère indifférencié du produit. Qualité incertaine, absence de différenciation sont des facteurs "hors coût" qui pèsent de façon négative dans les décisions d'achat des consommateurs. Ces difficultés sont largement dues au défaut d'organisation de la filière, accentué par la place prise dans la distribution par les grandes et moyennes surfaces, qui, pendant longtemps, ont peu valorisé la qualité de leurs produits. La crise de l'ESB a radicalement changé cette situation, en confortant le consommateur dans sa recherche de produits de qualité. Cette nouvelle donne oblige désormais les acteurs de la filière à s'organiser pour proposer des produits à la qualité hygiénique certifiée et à l'origine bien identifiée. Elle peut soutenir le développement de certains segments de demande (Sylvander, 1993).

La baisse de la consommation de viande bovine en Europe aboutit à un déséquilibre persistant du marché intérieur, les éleveurs n'ayant pas reçu les incitations voulues leur permettant d'adapter leur production. Le taux d'approvisionnement de l'Europe des 12 se maintient au-dessus de 100 % de 1991 à 1994, même si l'équilibre a été pratiquement atteint en 1994 (101,7). En 1995, il est de 108,4 pour l'Europe des 15 (CCE, 1997). Par suite, le marché international est une variable d'ajustement indispensable, la politique d'intervention ayant montré ses limites. Or, de ce côté aussi, les perspectives sont plutôt sombres, à la suite des accords de l'Uruguay-Round, qui limitent en volume et en valeur le montant des exportations subventionnées. La limitation des exportations subventionnées conduit, en tendance, à l'apparition d'excédents structurels non exportables dès 1999, selon une simulation réalisée à l'aide du modèle MISS (Guyomard et al., 1996). Une diminution brutale de la consommation (-10 %, par rapport à la tendance), consécutive à une crise de l'ampleur de celle de la "vache folle" produirait, en tenant compte de la contrainte du GATT, l'explosion des stocks européens de viande bovine (environ 800 000 tonnes).

Ces perspectives moroses expliquent la révision des modalités de gestion de l'OCM viande bovine proposée dans l'*Agenda 2000* de l'Union européenne. L'objectif est de résorber le déséquilibre structurel décrit ci-dessus, par une baisse de 30 % du prix d'intervention entre 2000 et 2002, qui devrait favoriser la relance de la consommation. La compensation serait assurée par la revalorisation de certaines des aides existantes et la création d'une prime vache laitière justifiée par la place du troupeau laitier dans la production de viande bovine. L'effet réel de ces mesures est encore incertain, mais d'après certaines analyses, l'équilibre du marché resterait difficile à restaurer. L'impact sur le revenu des éleveurs, allaitants en particulier, serait négatif. En revanche, elles pourraient favoriser une expansion limitée des exportations sans restitution (APCA, 1997).

Deux voies sont mises en avant par les représentants des organisations professionnelles pour le réajustement du marché de la viande bovine aussi bien au niveau régional qu'à l'échelon de l'Union Européenne (CRAB, 1996) :

femelles de race laitière (-14 %) pour un effectif global en baisse de 7 %. Ainsi la part des femelles des races à viande dans l'ensemble des femelles de plus de 30 mois est passé de 10 à 17 % sur la même période. Il faut y ajouter les amorces de production de viande sous signe de qualité sous la forme de labels ou de certification de la qualité.

La structure du cheptel explique une caractéristique, originale dans le contexte français, de la production bretonne de viande bovine : elle est essentiellement obtenue comme sous-produit ou co-produit de l'atelier lait. En Bretagne, la viande bovine est issue à 78 % du troupeau laitier ; cette proportion est de 65 % pour l'UE et de 45 % seulement au niveau national. Cette caractéristique est ambivalente ; la réforme des femelles laitières performantes donne souvent un produit de qualité médiocre, mais la combinaison des productions de lait et de viande sur une même exploitation facilite la gestion des stocks sur pied et peut ainsi permettre à la fois des économies de coûts et une meilleure valorisation des produits.

La viande bovine bretonne est donc, en grande partie, de qualité moyenne ou médiocre puisqu'elle provient principalement de veaux de batterie (27 %), de vaches de réforme (29 %) le plus souvent de race laitière, ou de taurillons laitiers (environ 20 %).

Tableau 1: Structure de l'offre de viande bovine en Bretagne

	Troupeau		Production (moyenne 90/94)		
	effectifs (milliers)			tonnes	%
	1/1/1992	1/1/1997			
Vaches laitières	1 007	869	Veaux de boucherie <i>dont veaux de batterie</i> <i>dont veaux sous la mère</i>	84 058 77 268 6 769	29 27 2
Vaches allaitantes	99	143	Femelles <i>dont vaches de réforme</i>	120 263 84 643	42 29
Génisses d'élevage	715	683	Mâles castrés (boeufs)	13 109	5
Génisses à viande	177	203	Mâles non castrés <i>dont moins de 2 ans</i> <i>dont 2 ans et plus</i>	70 429 62 859 7 570	25 22 3
Boeufs	83	71	Ensemble bovins	287 859	100
Taurillons	292	254			
Ensemble	2 373	2 223			

Source: GIE Lait-viande Bretagne et DRAF

3.2 L'abattage et la découpe des gros bovins en Bretagne

L'activité de l'industrie bretonne d'abattage et de découpe des gros bovins ne se limite pas à l'absorption de la seule production régionale. Le total des abattages annuels, qui est d'environ 250 000 tonnes, dépasse la production régionale (200 000 tonnes) en raison de flux croisés d'animaux. Ainsi 30 % de la production régionale (60 000 tonnes) sont expédiés pour être abattus en-dehors de la Bretagne alors que simultanément une production deux fois plus importante (120 000 tonnes) entre dans les abattoirs bretons depuis les régions voisines (Pays-de-la-Loire et Basse-Normandie pour l'essentiel). Cet important décalage entre l'offre régionale de viande et les besoins des industriels (45 % des gros bovins abattus dans la région proviennent

3.3 L'intégration de la filière bovine dans l'économie régionale

Les caractéristiques générales du tableau d'échanges interindustriels (TEI) de la Bretagne calé sur l'année 1990 sont présentées dans l'encadré. Le tableau lui-même se trouve dans l'annexe 1. Nous en extrayons un certain nombre de critères caractérisant la filière bovine qui complètent ainsi la présentation faite ci-dessus⁶.

Parmi les six activités agricoles figurant dans la version désagrégée du TEI 1990 deux activités (A-BOVLAI1 et A-BOVLAI2) concernent l'élevage bovin. Les productions de lait et de viande qui leur sont associées reflètent la combinaison productive rencontrée dans près de 90 % des élevages bretons de bovins). Ces deux activités se distinguent par la dimension des unités de production⁷, mais aussi la composition de leur production (voir Annexe). La prédominance de la production laitière (55% dans BOVLAI1 et 48% dans BOVLAI2) et la forte composante de la viande bovine apparaissent, les autres produits étant très secondaires à l'exception de la production porcine pour les exploitations les plus grandes (BOVLAI2). Cette typologie ne permet cependant pas de faire ressortir le cas des 5 000 élevages spécialisés en viande bovine. Le degré d'intégration de ces activités dans l'économie régionale se manifeste principalement par la consommation d'aliments pour animaux et l'utilisation de services comme l'entretien et la réparation des machines ou les services des ETA-CUMA répertoriés dans le TEI sous l'activité "services marchands". Ces biens sont en effet essentiellement fournis par l'activité régionale alors que la consommation d'engrais, de phytosanitaires, de produits pétroliers, qui sont couverts par des activités non présentes en Bretagne, donnent lieu à une fuite vers l'extérieur.

Les activités de transformation et d'abattage d'animaux vivants étaient originellement constituées par une activité mono-produit dans le TEI breton. Pour cette étude, nous avons été amenés à séparer les activités associées à l'abattage et à la transformation de bovins de celles des autres viandes. Ce partage s'est fait sur l'hypothèse que les activités «viande bovine» représentaient en Bretagne environ 25 % de l'industrie de transformation et d'abattage de viande (DRAF, 1995). Plus généralement, le secteur de transformation de la viande est étroitement intégré aux activités agricoles comme le montrent ses coefficients de consommation intermédiaires⁸. La forte intégration amont de cette activité reflète aussi une bonne intégration à l'économie régionale dans la mesure où l'approvisionnement en biens agricoles a une origine locale. On a vu cependant qu'il y a lieu de faire des réserves dans le cas de la viande bovine en raison des flux importants d'origine extérieure qui pénètrent dans la région.

⁶ Pour analyser le degré d'intégration de la filière bovine dans l'économie régionale, il serait pertinent d'évaluer les interdépendances entre l'activité transformation de la viande bovine et les autres secteurs de l'économie bretonne à l'aide d'une étude plus poussée de la structure de la matrice des coefficients input/output associée au TEI breton. Ce type d'analyse permet d'identifier les liens d'amont et d'aval entre le secteur concerné et le reste de l'économie. à l'aide du calcul matriciel (Miller and Blair, 1985 et Harthoorn et Wossink, 1988). Un travail semblable est en cours de réalisation pour le TEI breton.

⁷ Le critère de taille économique utilisé pour distinguer les deux activités bovins-lait est la marge brute standard (MBS) utilisée dans le RICA. Les exploitations d'élevage qui affichent des résultats supérieurs à 40 UDE sont classées dans l'activité BOVLAI-2. Ce seuil est également utilisé pour distinguer les deux activités hors-sol (A-PORVOL1 et A-PORVOL2).

⁸ Exprimés comme étant le ratio de chaque consommation intermédiaire sur la production distribuée du secteur étudié, les coefficients techniques se rapportant aux industries de transformation de la viande sont égaux respectivement à 0,65, 0,38 et 0,13 pour les achats d'animaux vivants : bovins, porcs et volailles.

4. L'adaptation de la filière viande bovine bretonne à la crise du secteur

Comme cela a été observé antérieurement, la crise de l'élevage bovin dans l'Union européenne résulte principalement d'un déclin de long terme de la demande de viande de boeuf, exacerbé par la crise de la vache folle. Dans ce contexte, nous avons envisagé trois scénarios d'adaptation du secteur breton reposant sur une baisse de la demande de viande.

Ces scénarios ont été construits à partir d'une étude de simulation du marché européen de la viande bovine (Guyomard et al, 1996) qui a tablé sur une baisse de 10% de la demande de viande de boeuf de 1996 à 1999 à la suite de la crise de la vache folle. Notre première simulation (scénario 1) s'inspire de cette hypothèse et suppose une baisse de 10% de la demande communautaire de viande de boeuf au cours de la même période. Le deuxième scénario intègre les phénomènes de report de la baisse de demande de viande bovine vers les autres catégories de viande et plus particulièrement celles de volailles. Dans ce scénario, une diminution de la demande de 10% de la viande de boeuf engendre une augmentation de 3% de la demande européenne de viandes blanches (porcs et volailles). Enfin, le troisième scénario repose sur une hypothèse plus pessimiste du marché de la viande puisque nous supposons qu'une diminution de 10% de la demande européenne de viande bovine se combine à une baisse concomitante de la consommation de viandes blanches de 5%.

La mise en oeuvre de ces trois scénarios à l'aide du TEI breton s'est effectuée en répercutant les chocs exogènes sur les composantes pertinentes de la demande finale de viande. Pour ce faire, nous avons tenu compte des différents débouchés de chaque catégorie de viande et de ce fait, les résultats des simulations et leur discussion seront présentés en distinguant les effets affectant la demande française de ceux concernant l'exportation vers les autres pays de l'Union. La première variante (A) traduit la situation résultant d'une baisse de 10% de la demande intérieure française (demande bretonne et exportations de viande et d'animaux vivants vers les autres régions françaises) ; elle répercute donc les effets d'une diminution de la demande du reste de la France sur la filière bretonne. Dans la variante B, le même pourcentage de baisse s'applique à la demande intérieure et aux exportations vers les autres pays de l'Union⁹.

L'impact des différents chocs exogènes sur le complexe agro-alimentaire et les autres secteurs de l'économie bretonne est mesuré par les multiplicateurs obtenus en utilisant les expressions (1) et (2) de l'encadré. Nous analysons en détail les résultats du scénario 2 (scénario central) et donnons les principales conclusions des deux autres. Le tableau 2 présente les résultats du scénario central : effets détaillés sur la production et le niveau d'emploi des activités du complexe agro-alimentaire breton ; effets agrégés pour les autres secteurs de l'économie de la région (autres industries et services). Du fait du caractère multi-produits des activités agricoles, nous fournissons également les résultats de la simulation pour les six produits agricoles (tableau 3) et ce pour les trois scénarios.

⁹ Les statistiques récentes du commerce extérieur agricole breton montrent que les exportations de viande bovine, et de viandes blanches (porc et volailles) à destination des pays membres de l'UE représentent entre 65 et 70 % des exportations bretonnes des produits concernés.

L'impact sur les activités de l'agriculture est modéré (tableau 2). Ainsi, les deux activités d'élevage bovin enregistrent une baisse relativement faible de leur production (de 2 à 2,6 %). Deux phénomènes expliquent ce constat : i) la production bovine (principalement assurée par ces deux activités) est répartie entre la plupart des activités agricoles, puisque le système de production breton est généralement multi-produit et la production laitière prédominante dans plus de 80 % des exploitations bovines ; ii) les deux activités d'élevage bovin, dans la mesure où elles ont une production de porcs et/ou de volailles, bénéficient de l'accroissement de ces productions. Ainsi, la production des activités porcs-volailles connaît une augmentation comprise entre 1,3 et 1,6 % selon les variantes, consécutive à l'essor de la demande de leur produit principal mais atténuée par la baisse de leur production bovine (production secondaire de certains de ces élevages). Enfin, la baisse de 1,3 à 1,4 % du niveau de production de l'activité polyculture est la résultante d'effets opposés qui concernent ses productions secondaires : réduction de la production bovine et des intraconsommations de céréales qui lui sont liées, accroissement de la production de porcs et de volailles et des intraconsommations correspondantes.

L'explication de certains de ces constats peut être trouvée dans le tableau 3 qui résume l'impact du choc sur les produits de l'agriculture. La baisse de la demande de viande bovine se transmet de façon atténuée sur la valeur de la production des bovins (5,8 % ou 6,6 % selon les variantes), le secteur de la transformation ne répercutant pas intégralement sur la production agricole la baisse de la demande à laquelle il fait face. Parallèlement, le report de demande sur les viandes blanches entraîne une augmentation de la production de porcs et volailles également atténuée (entre 1 et 2 %). Des effets contradictoires - baisse de la production bovine engendrant une réduction des intra-consommations de céréales, plus que compensée par un accroissement de la demande de céréales fourragères résultant de l'augmentation des autres productions animales - expliquent également l'augmentation de la production de céréales d'environ 1%.

Tableau 3 : Impact sur les principaux produits agricoles et la production agricole totale différents scénarios et variantes (en %)

	Total	Céréales	Légumes	Bovins	Lait	Porcs	Volailles
Production	38 335	2 566	2 483	6 135	9 915	9 819	6 586
<i>Scénario 1</i>							
variante A	-1,20	-2,82	-0,11	-5,78	-0,16	-0,03	-0,03
variante B	-1,35	-3,10	-0,12	-6,58	-0,18	-0,04	-0,03
<i>Scénario 2</i>							
variante A	-0,29	0,88	-0,01	-5,78	-0,07	1,64	0,87
variante B	-0,27	1,07	-0,01	-6,57	-0,07	2,02	1,08
<i>Scénario 3</i>							
variante A	2,48	-8,48	-0,27	-4,64	-0,28	-2,81	-1,55
variante B	-2,40	-9,53	-0,30	-5,28	-0,32	-3,45	-1,88

Bibliographie

- AUGERAUD P., CHAPRON J.-E. (1997). Using business accounts for compiling national accounts: the French experience. Document de travail G 9723, Direction des Etudes et Synthèses Economiques, Paris, INSEE.
- ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE (APCA) (1997). La réforme de la PAC et des fonds structurels dans l'agenda 2000, *Chambres d'agriculture*, 859
- CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE (CRAB) (1996). Viande bovine : produire pour le marché, Rennes
- COMBRIS P. (1990). L'évolution de la consommation des viandes depuis 40 ans : les préférences ont-elles changé ?, *Viandes et produits carnés*, II, 6 :187-193
- COMBRIS P., GRIGNON CH. (1996). Qui consomme moins de viande de boeuf depuis 1980 ? *INRA Sciences sociales*, 3
- COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (CCE) (1997a et diverses années). *Rapport sur la situation de l'agriculture*, Luxembourg
- COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (CCE) (1997b). Long term prospects, Grain, milk & meat markets. Working documents. Directorate- General for Agriculture Brussels. DAMUS S (1993). On Input-Output analyses with incomplete data. *Canadian Journal of Regional Science*, XVI-1 :115-122.
- DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE BRETAGNE (DRAF) (1996). *Les Tableaux de Trajectoires*, annuaire 1995, Rennes
- GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE LAIT-VIANDE BRETAGNE (GIE) (1997). Tableau de bord du cheptel bovin breton, d'après l'identification Pérenne des Gros bovins, Rennes
- GOLAN A., JUDGE G. ET ROBINSON S. (1994). Recovering information from incomplete or partial multisectoral economic data. *Review of Economics and Statistics*, Vol 76: 541-549.
- GUILLERM B (1991). Essai sur la construction d'un tableau entrées-sorties de l'économie bretonne. Mémoire D.E.A., CERETIM, Université Rennes I.
- HAARTHOORN R. ET WOSSINK G.A.A.(1988). Backward and forward effects of Dutch agriculture. *European Review of Agricultural Economics*. Vol 1'(3): 325-335.
- INSEE (1997). Le budget des ménages en 1995, *INSEE Résultats, Consom., modes de vie*, 90
- GUYOMARD H., LE MOUËL C., LE ROUX Y. (1996). Crise bovine et équilibre des marchés : simulations macro-économiques, *INRA Sciences sociales*, 3
- KRIER H. ET AL. (1976). Le tableau économique de la Bretagne, 3 fasc., *Bulletin de Conjoncture Régionale, Région de Bretagne*, 1-2 Input-Output analysis: foundations and extensions Englewood Cliffs: Prentice Hall
- The European Union's proposed «Agenda 2000» CAP reforms: MEYERS W. ET A. WOMACK (1997). The European Union's proposed «Agenda 2000» CAP reforms: a first look. FAPRI working paper 03-97. Food and Agricultural Policy Research Institute. Iowa State University. Ames. USA.
- MILLER R. E. ET P. BLAIR (1985). *Input-Output analysis: foundations and extensions* Englewood Cliffs: Prentice Hall
- Observatoire économique des IAA Bretagne (1997). Les entreprises bretonnes d'abattage et de transformation de viande bovine, Rennes, Chambre régionale d'agriculture de Bretagne
- Organisation de Coopération et de Développement Economique. (1997). Agriculture et économie rurale. Etude de cas: France: Bretagne et Bourgogne
- OUSSET J. (éd.) (1991). La comptabilité économique régionale en 1990, *Les Cahiers de l'Economie Méridionale*, 14
- PEETERS L., SURRY Y., CIELEN A. (1997). Testing alternative dynamic specifications : an application to meat demand in Belgium, *Applied Economics Letters*, 4 : 745-749
- ROBERTS D. (1991). A Comparison of Input-Output and Social Accounting Methods for Analysis in Agricultural Economics, pp 31-47 in *Input-Output Models in the Agricultural Sector*, P. Midmore (éd.) Aldershot: Avebury
- SYLVANDER B. (1993). Marchés de produits de qualité spécifique et conventions de qualité dans quatre pays de la CEE, Enquête de consommation, 4 volumes, Toulouse, INRA